

**TIMOR ORIENTAL**

**Si la violence n'est pas  
maîtrisée, la stabilité à long  
terme s'en trouvera menacée**

*Index AI : ASA 21/94/99*

**Embargo : 18 août 1999 à 00 h 01 GMT**

L'incapacité persistante des autorités indonésiennes à garantir la sécurité de tous les Timorais de l'Est pendant la période précédant le scrutin du 30 août est de mauvais augure pour l'avenir de ce territoire déchiré, a déclaré aujourd'hui (18 août 1999) Amnesty International, à l'occasion du lancement de son dernier rapport.

« Malgré des améliorations dans certaines régions du Timor oriental, de graves violations des droits humains, notamment des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et des ? disparitions ?, continuent d'être commises et gênent sérieusement la mise en place du processus de consultation populaire, a confié l'organisation de défense des droits humains.

« Dans ces conditions, beaucoup de Timorais ne peuvent toujours pas participer pleinement au

*scrutin ou prennent des risques considérables en le faisant. »*

Mis à part certains cas d'intimidation par des groupes indépendantistes et des allégations d'exactions commises par le groupe armé d'opposition favorable à l'indépendance *Forças Armadas de Libertacao Nacional de Timor* (Falintil, Armée de libération nationale du Timor oriental), la majorité des violations des droits humains sont perpétrées par des milices pro-indonésiennes soutenues par les *Tentara Nasional Indonesia*, (TNI, Forces armées indonésiennes) et par la police, dans une impunité presque totale.

Le 26 juillet à Dili, sur la place du marché Mercado Lama, plusieurs partisans de l'indépendance ainsi que des passants ont été blessés au cours d'échauffourées avec des membres du groupe paramilitaire *Aitarak* (Épine). D'après un témoin oculaire, une personne a été frappée par un milicien sous les

yeux de la *Brigade Mobil (Brimob, brigade de police mobile)* sans que celle-ci n'intervienne, alors qu'elle était arrivée sur place pour surveiller la zone.

« En manquant à leur obligation de contrôler les milices et de traduire en justice les responsables d'atteintes aux droits humains, les autorités indonésiennes compromettent la sécurité du peuple timorais et la possibilité d'une transition en douceur du Timor oriental vers un statut d'autonomie au sein de l'Indonésie ou vers l'indépendance », a ajouté Amnesty International.

Les groupes d'observateurs  
Les dizaines de milliers de personnes déplacées dans leur propre pays sont parmi les plus exposées. Les actions des milices les ont forcées à fuir leur foyer, et elles ne peuvent rentrer chez elles car jusqu'à présent les autorités indonésiennes n'ont pas garanti leur sécurité. D'autres personnes sont également en danger, dont des membres de l'organisation indépendantiste *Conselho Nacional da Resistencia Timorese (CNRT, Conseil national de la résistance timoraise)*, des étudiants et des

nationaux et internationaux chargés de veiller au bon déroulement du processus de consultation populaire au Timor oriental ont fait état de manœuvres systématiques et généralisées de harcèlement et d'intimidation des votants par les milices, les TNI et les représentants locaux du gouvernement. Les menaces de morts et les visites effectuées de maison en maison par les milices et les membres des TNI dans le but de répertorier les personnes inscrites sur les listes électorales sont deux des méthodes d'intimidation employées.

défenseurs des droits humains.

Les menaces et les attaques visant le personnel international et local de la Mission des Nations unies pour le Timor oriental (MINUTO) ont également alimenté le climat d'insécurité. Durant les vingt-deux jours qu'a duré le processus d'inscription sur les listes électorales, plusieurs centres ont dû fermer temporairement leurs portes à la suite d'attaques sporadiques. Rien que dans les dernières quarante-huit heures, les milices ont mené trois attaques

distinctes au cours desquelles des membres du personnel de la MINUTO et des étudiants ont été blessés, des biens endommagés, et plusieurs centres contraints de fermer temporairement.

« Les autorités indonésiennes, notamment les forces armées, doivent être maintenues sous pression, afin qu'elles remplissent effectivement leur obligation de veiller à la sécurité de la population du Timor oriental lors du processus de consultation populaire. »

Parallèlement, Amnesty International exhorte les Nations unies, le Portugal et l'Indonésie en particulier et la communauté internationale en général, à s'assurer que les dispositions de sécurité nécessaires à la période consécutive au scrutin sont adoptées et mises en place dès le début des élections.

« Les Nations unies doivent être dotées des ressources, des compétences et du soutien indispensables à la réalisation de sa tâche au cours de cette période et de celle, plus longue, de la transition. Par ailleurs, elles doivent vérifier que la question de la protection des droits humains

figure au centre de tout accord.

« Le jour du scrutin marque le début, et non la fin, de la transition pour le Timor oriental. La sécurité et la protection des droits humains doivent rester prioritaires pendant l'après-référendum et la phase de transition afin d'éviter toute nouvelle effusion de sang. »

Pour de plus amples informations, ou pour obtenir un exemplaire du rapport, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International à Londres (Royaume Uni) au 44 171 413 5566, ou bien Joana Ferreira au 351 6549 4027 ou Kamal Samari au 351 931 490 1831, à Tróia (Portugal). Vous pouvez aussi visiter notre site web : <http://www.amnesty.org>